

100 QUI
LES TRANSFORMENT
L'AFRIQUE

Financial Afrik

Toute la finance africaine

AWARDS

ÉDITION 3 2020

17 décembre 2020

Musée des Civilisations Noires
à DAKAR

**COVID-19, catalyseur de
la quatrième révolution
industrielle**

Rapport de synthèse

#3FAA



La ville de Dakar a abrité, le 17 décembre 2020, la troisième édition des Financial Afrik Awards. Organisé par Financial Afrik en partenariat avec l'agence événementielle Eco Plus et l'agence de communication institutionnelle Global Mind, cette troisième édition ouverte par le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, a réuni 500 acteurs de l'économie et de la Finance venus de toutes les régions du continent et d'Europe autour de la thématique suivante :

Covid-19, accélérateur de la quatrième révolution industrielle

Le choix de la thématique faisait écho à une année 2020 marquant un tournant pour l'économie et la finance mondiale. La survenance de la pandémie Covid-19 a en effet accéléré les mutations technologiques et numériques vers la quatrième révolution industrielle. Le confinement appliqué dans la majorité des pays de la planète depuis le mois de mars 2020 et son corollaire, les gestes barrières et la distanciation sociale, en

réponse à la pandémie mondiale, ont réinventé le cadre du travail en entreprise, ouvrant le champ des possibles à la dématérialisation de la production des biens et des services. Les acteurs de la finance et les Etats ont recours aux Big Data et à l'intelligence artificielle pour toucher plus de monde, à coût toujours moindre, améliorer l'expérience du client ou de l'administré, en allant au devant des attentes des usagers. S'agissant des Etats en particulier, l'usage des nouvelles innovations permet d'apporter plus d'efficacité dans les prévisions des politiques publiques, plus de transparence dans l'administration et plus de justesse dans les allocations des ressources publiques.

Ces bouleversements technologiques ne sont pas sans poser des questions de divers ordres :

- techniques: où en est l'Afrique en termes de connexion à haut débit, de raccordement à l'internet, du coût de la téléphonie, de la gestion ?

- légales: faut-il dépoussiérer les codes du travail pour tenir en compte du morcellement du temps de travail, de

la dématérialisation de l'entreprise, de l'essor des startups ?

- éthiques: quels usages des données personnelles, doit-on reconfigurer les frontières de la vie privée, où stocker les données de l'Afrique ?

- stratégiques : comment les banques, les assurances et les services financiers feront-ils face aux plateformes mondialisées des GAFAs et des BATX ?

Comment donc, au vu de ces enjeux, la planification et les orientations des politiques publiques africaines, affectées par la raréfaction des ressources et des marges budgétaires réduites, devront-elles intégrer ces mutations en tenant compte de l'agenda continental en matière de marché unique (ZLECA) et d'une Afrique Unie à l'horizon 2063 ?

Pour le moins, ces bouleversements rabattent les cartes de l'économie mondiale et reposent les questions de la place et de l'interaction des innovations numériques dans les politiques industrielles, les politiques de l'emploi, les politiques d'inclusion



financière et économique à la lumière des engagements globaux (ODD) et des politiques publiques.

Pour l'Afrique et le monde, ces bouleversements accélèrent la mutation vers la quatrième révolution industrielle. Dans la première révolution industrielle, l'eau et la vapeur ont permis de mécaniser la production. La seconde révolution industrielle a exploité l'énergie électrique pour créer la production de masse. La troisième révolution industrielle s'est appuyée sur l'électronique et les technologies de l'information pour automatiser la production. La quatrième révolution industrielle en est issue: c'est la révolution numérique, née dans la dernière moitié du vingtième siècle. Elle se caractérise par une fusion des technologies qui gomme les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique. D'aucuns disent que cette quatrième révolution ouvre une vraie fenêtre d'opportunités pour l'Afrique, sa jeunesse, ses startups, ses classes moyennes et sa population, réservoir d'un monde vieillissant.

La conférence de Dakar, scindée en cinq

panels, contribue au dialogue public-privé sur les orientations des politiques économiques et financières de l'Afrique.

Les cinq panels ont abordé les perspectives des évolutions du cadre réglementaire des systèmes de paiement numérique, apporté des éclairages sur le cadre des big data, les contours de la banque de demain, ouvert des perspectives sur les investissements attendus dans les infrastructures numériques, les enjeux globaux des cadres macroéconomiques de l'UEMOA, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique et livré un prévisionnel précis sur l'année 2021 grâce à la présence des analystes des agences de notation, à savoir Wara, Bloomfield et Moody's.

La conférence de Dakar, plateforme hybride, a réuni 300 personnes en physique et 200 personnes en ligne représentant les différents secteurs de la finance, de l'économie et des télécoms. Les 3FAA ont été clôturées par la publication de la liste des 100 personnalités qui ont marqué l'année 2020 et, dans cette liste, la remise des trophées à des personnalités du secteur

public et privé choisies par un jury international sur la base des critères objectifs.

Les Financial Afrik Awards, édition annuelle qui gagne en importance d'année en année, ont pour objectif de mettre l'accent sur l'Afrique qui bouge et qui se transforme. Cette Afrique de la Méditerranée à l'Océan Atlantique en passant par l'Océan Indien est en transformation avec l'émergence des grands groupes dans les secteurs de la banque, de l'assurance, des télécoms et de la logistique. Nous sommes persuadés que l'élan va se renforcer avec la ZLECA, qui, par delà les mécanismes et abaissements de barrières tarifaires et non tarifaires introduits, jette les bases d'un nouveau processus de l'intégration africaine.

Discours intégral du ministre Amadou Hott à l'ouverture des Financial Afrik Awards

Je voudrais souhaiter la bienvenue aux participants à cette rencontre de haut niveau des spécialistes de la finance africaine, connue sous le nom des «Financial Afrik Awards ». Je me réjouis du choix porté sur notre capitale pour abriter cette 3^{ème} édition dont le thème porte sur : «Covid-19, catalyseur de la quatrième révolution industrielle». Qu'il me soit permis d'adresser mes vives félicitations à Monsieur Adama WADE, Directeur de publication de Financial Afrik, initiateur de ce rendez-vous, devenu incontournable.

Comme vous le savez, cette 3^{ème} édition se tient dans le contexte très particulier de la pandémie de la Covid-19 qui a frappé de plein fouet toutes les économies. Cette crise a eu des conséquences sur nos modes de vie avec comme corollaire des efforts de réinvention du cadre de travail dans les administrations publique et privé afin d'assurer la continuité de service. Elle nous a rappelé la nécessité d'accélérer la dématérialisation de nos process et de développer certaines activités comme le e-commerce en faisant davantage recours aux services financiers digitaux. En somme, cette crise a été un moment intense d'introspection, une invite à repenser les modèles de développement dans nos pays.

Mesdames et Messieurs,

Pour résister à la crise, des efforts d'adaptation ont été observés avec la dématérialisation de la production et de la distribution des biens et services. Ainsi, un recours accru aux technologies du numérique a été constaté pour renforcer les capacités de résilience. Ce besoin d'adaptation a réveillé le talent de nos jeunes et révélé leurs capacités d'innovation. Au Sénégal, nous pouvons citer à titre d'exemple, dans le domaine du numérique, des privés qui ont conçu une plateforme visant à faciliter l'identification des cas contacts. C'est pour dire que les perspectives post-covid-19 peuvent être prometteuses si nous tirons les véritables enseignements de la crise. C'est pourquoi, il n'est pas exagéré de positionner la covid-19 comme un catalyseur de la 4^{ème} révolution industrielle. Je voudrais en conséquence féliciter Finan-



cial Afrik pour sa vision prospective qui va aider nos pays à mieux appréhender les enjeux de la crise covid-19.

Mesdames et Messieurs,

Il est évident que cette 4^{ème} révolution industrielle sera celle du numérique pour accroître la productivité avec de fortes mutations sur les modes de production, de distribution et de consommation. L'Afrique doit s'y préparer en mettant à profit ses atouts pour amorcer une transformation industrielle tournée vers un développement endogène afin de relever les défis de souveraineté. Notre continent en a les capacités au regard de la jeunesse de sa population et de ses potentialités. Cependant, pour y arriver, il est important que nos pays s'organisent pour rendre les facteurs comme l'internet et l'énergie disponibles et accessibles. Ils doivent également favoriser la création d'écosystèmes propices à l'innovation. Nous devons en

outre opérer d'importantes réformes pour créer un environnement apte à nous mener vers cette transformation industrielle et numérique.

Mesdames et Messieurs,

Le Sénégal, en ce qui le concerne, a bien appréhendé ces enjeux en procédant à l'ajustement de son 2^{ème} Plan d'Actions Prioritaires pour relancer son économie. Cet ajustement qui a donné naissance au Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré (PAP 2A) est résolument orienté vers la construction d'un modèle de développement endogène. Le PAP 2A, qui est un portefeuille de projets, un package de réformes et des mécanismes de financement innovants, met un accent particulier sur la souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique, le développement du secteur privé et la transformation numérique et industrielle. S'agissant du numé-

rique, d'importants investissements sont prévus pour améliorer la connectivité et favoriser l'innovation et l'intelligence artificielle avec des projets comme le Parc des Technologies Numériques et le super calculateur, localisés dans la nouvelle ville de Diamniadio. Au niveau des transactions, il est noté une utilisation accrue des services financiers digitaux avec le développement du mobile-money, lié à l'avènement des « Fin-Tech » à la faveur des innovations technologiques. Cette dynamique sera renforcée avec l'adoption prochaine de la

Stratégie nationale d'Inclusion financière qui prendra en charge les problématiques de la finance digitale avec, notamment un meilleur encadrement des « Fin-Tech ». Nous avons également mis en place il y a quelques années, la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) qui, en plus de permettre l'accès au financement, développe des incubateurs notamment dans le domaine du numérique.

Chers participants,

Je suis persuadé que les contours de cette 4^{ème} révolution industrielle seront bien cernés au cours de vos travaux. Vos conclusions devront inspirer nos pays dans leur élan d'adaptation de leur modèle de développement et d'élaboration de plans de relance économique. En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouverte la 3^{ème} édition de « Financial Afrik Awards ». Je vous remercie de votre aimable attention.

Résumé de l'intervention de Madame Reckya Madougou, keynote speaker

Ancienne ministre de la Justice du Bénin, Madame Reckya Madougou, expert de l'inclusion financière, était la keynote speaker des Financial Afrik Awards. Son intervention a permis de bien poser les termes du débat. Ainsi, 90% de l'ensemble des données aujourd'hui disponibles ont été créées ces deux dernières années. « De gigaoctets (10⁹ octets), nous parlons de nos jours de Téraoctets (10¹² octets), de pétaoctets (10¹⁵ octets), d'exaoctets (10¹⁸ octets) et de zettaoctets (10²¹ octets », a précisé madame Madougou. Selon le cabinet PWC, entre 2017 et 2030, la contribution potentielle de l'intelligence artificielle à l'activité mondiale s'estime à plus de 15 000 milliards de dollars. Soit, poursuit madame Madougou, 6 600 milliards en gains de productivité et 9 100 milliards en impact sur la consommation.

La Chine est le premier utilisateur du Big Data dans le monde, avec 900 millions d'internautes en 2019, soit 21 % de l'ensemble des utilisateurs d'internet dont 98 % d'utilisateurs sur mobile. En plus des drones et caméras de surveillance intelligentes Baidu, le Gouvernement Chinois, Alibaba et Tencent, disposent de plus de données que les Etats-Unis et l'Europe réunis.

Aux yeux de la conférencière, la Jeunesse Africaine est le facteur d'explosion des BIG DATA. Le continent compte 700 millions de jeunes de moins de 25 ans habitués à l'usage du Numérique. En 2020, les prévisions de la big data généreront 200 milliards de dollars.

La Covid-19 semble accentuer la tendance, revalorisant le rôle de la proximité et engageant les organisations et les Etats à une plus grande humanisation de la gestion, avec de nouvelles formes d'organisa-



tion du travail et de vie au travail, et à une raison d'être et un modèle économique plus soucieux de la nature, du genre et de l'équité sociale pour répondre au renforcement de plusieurs grandes tendances sociétales.

La crise a modernisé le mode de travail classique et interroge les changements de paradigmes de nos modèles organisationnels en :

- privilégiant l'intelligence collective.
- Le travail à distance, un catalyseur de digitalisation.

Dans l'éducation, deux grandes lames de fond se dessinent:

- La formation ouverte à distance.

- L'entreprise académique étendue, valorisant le travail coopératif et éducatif.

Après cette présentation des enjeux du numérique, madame Madougou en vint à la question des Big Data. La visibilité des entreprises et des internautes dépend très largement de la maîtrise et de la compréhension du Big Data, caractérisé par les 4 V (volumétrie, vitesse, variété et valeur). La big data est l'actif le plus stratégique au monde. « Sans data, pas d'algorithme », rappelle la conférencière en citant Solomon Assefa, directeur de la recherche d'IBM en Afrique.

Actuellement, (5) cinq pays se démarquent par leur capacité à mettre en œuvre des applications d'usage de Big

Data à grande échelle dans une panoplie de secteurs à l'instar de celui industriel. Il s'agit de l'Afrique du Sud, du Kenya, de l'Égypte, du Maroc et du Nigeria.

Au Sénégal, des initiatives telles que l'organisation du challenge «Data for Development» (D4D) et différents forums sur l'intelligence artificielle existent et oeuvrent pour sensibiliser.

Dans la dernière partie de son exposé, madame Madougou a évoqué la plus value du Big Data sur l'économie : «grâce à la Covid-19, les entreprises ont compris que leur modèle d'innovation est sclérosé. Leur stockage de données doit à présent servir à innover». Le Big Data dispose d'un fort potentiel de transformation du secteur des services et de l'industrie car il permet d'optimiser les processus décisionnels et crée de la valeur économique.

Alors qu'en 2015 seuls 5 % des recruteurs envisageaient d'embaucher des data scientists, ce chiffre est passé à 13 % en 2016, selon l'étude Digital Trends Morocco. « Nous sommes dans la 4ème révolution industrielle », poursuit la conférencière. « En Afrique, l'éducation, la santé, l'agriculture et les transports sont les domaines majeurs dans lesquels la big data offre de grandes possibilités ».

Les avantages des Big Data ne doivent pas faire oublier les risques induits. Les informations collectées par le big data, rappelle madame Madougou, peuvent contenir des données personnelles susceptibles d'être vendues à fort prix. La sauvegarde dans un emplacement unique et accessible via une interface d'analyse offre aux pirates informatiques un point d'attaque pratique. Criard est le potentiel d'abus de confidentialité des données par les applications d'Intelligence Artificielle. Et la key note speaker d'insister sur le cadre réglementaire. « Jusqu'en 2018, seuls 23 pays sur les 55 Africains ont rédigé des lois sur la protection de la vie privée ».

« L'Afrique, c'est 435 millions d'utilisateurs d'Internet pour 191 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux ». Cette population numérique génère au quotidien des milliards de données personnelles issues du paiement en ligne, du stockage de documents sur des serveurs, des publications sur les réseaux sociaux, etc....

Dans ses recommandations, madame Madougou a invité les décideurs politiques africains à développer une vision unie et coordonnée afin de saisir les opportunités de la 4e révolution industrielle. Appel leur est fait aussi de :

- créer de nouvelles institutions en charge de la sécurité des organisations et des individus.
- Développer une régulation collaborative,



adaptée et agile aux côtés des partenariats public-privé,

- Promouvoir des approches de gouvernance collaborative afin de gérer les exclusions numériques et les tensions entre les différents objectifs politiques.

- Préparer la prochaine génération de main d'œuvre 4.0 avec les nouvelles compétences numériques. En ce 21e siècle, l'alphabétisation numérique est un must.

- Avoir des institutions inclusives qui mettent l'emphase et qui promeuvent l'innovation et l'adoption des technologies 4IR dans les différents secteurs d'activités de production et de service.

Quant aux partenaires de développement, ils doivent selon madame Madougou :

- Financer les recherches sur les impacts des technologies du 4IR sur les économies et les sociétés africaines.

- Supporter la création de centre régionaux de R&D et créer des partenariats internationaux afin d'apprendre individus.

- Supporter les activités de renforcement de capacité envers le gouvernement et les régulateurs sur les technologies de la 4e RI.

- Consolider le paysage politique autour de l'infrastructure des données, des compétences numériques et de la protection des droits de l'homme. Cela permettra à

l'Afrique de bénéficier des avancées de la 4e révolution industrielle qui, il faut le reconnaître, n'est qu'une continuité des 2e et 3e révolutions industrielles.

L'Afrique doit être au rendez-vous des Big Data, a insisté madame Madougou, appelant les autres pays du continent à se joindre au Kenya et à la Tunisie, pour mettre en place des politiques nationales sur l'IA afin de coordonner les efforts nationaux en faveur du développement de l'intelligence artificielle.

Au Sénégal des universités ont déjà mis à jour leur curriculum de formation pour que la jeunesse de demain ne manque pas à l'appel de cette nouvelle révolution.

Panel 1

COVID-19, catalyseur de la quatrième révolution industrielle Orientations des politiques publiques, réformes et leviers pour l'inclusion financière et la réduction du cash dans les transactions



Dans ce panel modéré par Alain Foka de RFI, il y avait Lionel Zinsou, ancien premier ministre du Bénin, Dr Sidi Ould Tah, ancien ministre mauritanien des Affaires Economiques, directeur général de la BADEA, Reckya Madougou, ancienne ministre de la Justice du Bénin, expert en inclusion financière et Ismaël Dem, conseiller spécial du gouverneur de la BCEAO. D'emblée, le modérateur revient sur ce qui rassemble à un paradoxe: «comment avec tant de morts peut-on parler de Covid-19 comme opportunité?». Il est évident, rétorque Lionel Zinsou, que l'on n'a pas besoin de la peste pour changer les choses. Mais, poursuit l'éminent économiste, l'Afrique a répondu plus vite à la pandémie Covid-19 que l'Europe et l'Amérique Latine. La résilience du continent s'explique par la réponse rapide des gouvernements et la réponse concertée de l'Union Africaine avec une task force des chefs d'Etat, quatre envoyés spéciaux. «C'est cette rapidité de la réponse qui explique la résilience».

Pour le Dr Sidi Ould Tah, l'Afrique est entrain de changer. «Les impératifs de la crise ont fait qu'on doit sortir des sentiers battus. Il fallait que la vie continue. L'Afrique a démontré sa capacité de développer des solutions rapides. Le secteur financier se devait de maintenir le financement de l'économie, les flux financiers. Il

a fallu prendre des décisions importantes et signer des conventions à distance alors que les conseils d'administration ne pouvaient pas se réunir à distance».

Pour Ismael Dem de la BCEAO, la zone UEMOA a observé une réactivité rapide. «Au niveau économique, la pandémie fut dès le départ un choc sur les secteurs d'activité, une forte contraction de la liquidité. Très rapidement, on a apaisé la tension en donnant des liquidités à des taux d'intérêt historiquement bas. La BCEAO a demandé aux banques d'accorder des reports d'échéance pour environ 400 milliards de FCFA. Quelque 13 000 personnes physiques et 1000 entreprises ont été concernées. En outre, 1 200 milliards de dollars de bons covid ont été émis pour les 8 pays de l'UEMOA confrontés à une forte pression sur leurs trésoreries. La crise a été aussi, poursuit Ismael Dem, un accélérateur du mouvement de l'inclusion financière en œuvre depuis quelques années. « Par exemple, pour toutes les sociétés de téléphonie mobile, nous avons facilité les formalités pour acquérir de clients en diminuant les plafonds. En 6 mois, on a multiplié par deux le nombre de clients mobiles ».

Depuis mars, 1 500 milliards de FCFA ont été accordés aux banques. EN outre, plus de 6 000 milliards de prêts ont été accordés par la BCEAO aux banques à des taux historiquement bas.

Prenant la parole, Madame Madougou dit constater en tant que militante de l'inclusion financière que les institutions de microfinance ont des difficultés d'accès à des ressources bon marché. «Les frais à leurs accès se sont compliqués davantage. Cette crise a en outre compliqué l'accessibilité des ressources pour les ménages vulnérables».

En fait, précise monsieur Dem, les Structures financières décentralisées (SFD) se refinancent auprès des banques selon des conditions assouplies.

L'économiste Lionel Zinsou est d'avis qu'il faut conforter le système financier ouest-africain par la mise en place d'un système robuste de garantie des prêts. «En Allemagne la garantie des prêts dépasse 100%, au Maroc, 80% des prêts sont garantis. En Afrique Subsaharienne, la garantie est quasi-nulle», déplore Zinsou estimant qu'un tel mécanisme permettrait un financement de masse. D'ailleurs, poursuit-il, dans une région Afrique où le risque entreprise est beaucoup plus bas que la réalité, la garantie est plus psychologique que financière.

Pour sa part, Dr Ould Tah estime que la question de l'inclusion financière doit être traitée par toutes les parties prenantes, à savoir les banques centrales, les banques commerciales, multilatérales et les fonds de garantie.

Résumé des panels

Panel 2 Impact du Big Data dans l'évolution de l'environnement des affaires au Sénégal et en Afrique

Dans ce panel, étaient présents :

- Seynabou Dia, CEO de Global Mind
- Amadou Barrow, Directeur des Etudes, de la Planification Stratégique et du suivi –évaluation de la DER
- Rivo Ratsimandresy, co fondateur de la Rencontre des Entrepreneurs
- Moussa Dieye Secrétaire Général de la Sénélec

Au Sénégal, le taux d'accès aux services financiers est de 21%, révèle Amadou Barrow. Environ 97% des entreprises sont informelles. La DER a été créée en 2017 pour accompagner le Plan Sénégal Emergent structuré autour de trois axes (transformation, gouvernance et capital humain).

En partenariat avec la BNDE, le Crédit Agricole et les institutions de microfinance et avec des institutions d'encadrement comme l'ADPME, près de 500 000 demandes de financement ont été reçues sur la plateforme de la DER. Ces demandes ont été structurées autour de l'autonomisation. Les prêts vont de 500 000 FCFA à 3 millions, en co-financement. Plus de 2 000 TPE ont été formalisées. Les financements de la DER sont accordés avec tout un package de services incluant notamment l'assurance. La plateforme de la DER permet la dématérialisation du parcours du bénéficiaire avec un système de scoring permettant d'évaluer rapidement la capacité à rembourser du bénéficiaire. En partenariat avec son réseau de partenaires, la DER accorde des financements et non des subventions. Sur le nano-crédit, le taux de remboursement est de 98%. Sur les autres types de crédit, le taux de remboursement tournait à 68% avant la Covid-19. En 2020, plus de 24 milliards de FCFA ont été accordés par la DER pour répondre aux besoins des entrepreneurs. A préciser que 75% des bénéficiaires sont des femmes, sans limite d'âge. Le secteurs prioritaires retenus sont ceux définis par le PSE, à savoir l'agriculture, l'élevage, la pêche et les services.

La DER a reçu 500 000 demandes pour une enveloppe de 30 milliards de FCFA. « Nous avons obtenu 74 milliards avec les partenaires, notamment la BAD et la fondation Bill Gates. La DER est une sorte



de guichet unique de financement certes, mais avec des services d'accompagnement qui sont primordiaux ».

Rivo Ratsimandresy, CEO de la RDE: « nous sommes un accélérateur de PME. La DER est venue résoudre l'accès au financement des PME. L'écosystème sénégalais est constitué d'entreprises de moins de 30 millions de chiffre d'affaires. Ce sont les entreprises ayant un chiffre d'affaires de plus de 120 millions qui intéressent la RDE. Nous mettons en place un programme d'accélération qui dure douze mois. Au bout du processus d'accompagnement, l'entreprise est mûre pour solliciter le secteur financier. La RDE a levé 300 millions de FCFA pour Africamobile au niveau de Téranga Sénégal. Durant son intervention, Rivo Ratsimandresy a présenté la brochure « Guide Pratique des Affaires au Sénégal » lancée le même jour par la RDE et ses partenaires. « Ce guide est destiné aux entrepreneurs en manque d'informations sur la fiscalité, la législation du travail et, entre autres, la réglementation de change. Concernant la Big Data, le CEO de la RDE l'estime embryonnaire au Sénégal. « Pour qu'il y ait Big Data, il faut qu'il y ait Data », déclare-t-il relevant le bon travail de l'ANSD et de la DPEE.

Moussa Dieye, Secrétaire Général de la Sénélec: « nous sommes résolument orientés vers la digitalisation. Avant même la Covid-19, on avait anticipé sur beaucoup d'outils. La pandémie nous a

permis de convaincre d'avantage nos partenaires. Une partie du personnel a été mise en congé, nous avons amélioré les interactions avec les clients. La décision de généraliser le système des compteurs intelligents va encore améliorer la qualité des prestations. Le Sénégal est à 75% du taux d'électrification, avec un mix énergétique diversifié. L'objectif est de parvenir à la connexion de tous les clients finaux, à 100%, d'ici 2025.

A la suite des panélistes, des réactions pertinentes ont été enregistrées dans la salle. Ainsi, Marième Tendou, promotrice de « Madame Digital » a demandé aux financiers de prendre en compte l'approche genre dans leurs démarches. Didier Acouetey, CEO de AfricSearch a mis l'accent sur l'importance des services non financiers dans l'accompagnement des entreprises. « C'est entre 12 à 18 mois d'accompagnement que l'on commence à voir la transformation de la PME. ». De même, poursuit monsieur Acouetey, il ne faut pas voir la question du financement uniquement du côté bancaire. « La banque arrive à la fin de l'écosystème, après le capital risque et la garantie ».

Représentant le fonds Mediterraena Capital, Pacoum Zahabi a rappelé que leur filiale Cofina a distribué 650 milliards de FCFA aux PME dont 60% accédant au crédit pour la première fois. L'acquisition de Finelle, structure de microfinance dédiée exclusivement aux femmes, illustre l'engagement de Cofina dans l'inclusion financière des femmes entrepreneurs.

Résumé des panels

Panel 3

Banques, moyens de paiement et réduction du cash



Luc Edmond ADJAHO Directeur des Etudes et Opérations GIM UEMO :

La zone UEMOA est caractérisée par une forte utilisation des espèces. La donne est quand même entrain d'évoluer avec la généralisation du téléphone mobile. L'enjeu reste la mise en place d'un système de paiement à l'échelle de la CE-DEAO, la vulgarisation des plateformes de paiement adaptées aux commerçants et le paiement de masse à l'exemple des pays d'Asie du Sud, du Vietnam et de la Thaïlande, qui enregistrent les taux les plus élevés de paiement mobile au monde. Chez les acteurs financiers, les enjeux portent sur la digitalisation des services, le service de paiement personnalisé, la mutualisation et l'optimisation ainsi que la réduction du coût d'accès. C'est indispensable pour promouvoir le paiement de masse à travers la Mobile Money ou tout autre moyen de paiement. La gestion optimale des données, notamment des Big Data, est une réalité. La génération Z, très à l'aise avec la technologie, laisse beaucoup de données sur le net.

El Hadji Birane DIOP, Responsable Département Etudes et Finance BNDE : A la BNDE, toutes les opérations de base sont digitalisées. La stratégie de la banque

au delà des questions d'inclusion financière c'est de renforcer ce processus qui permet de dynamiser ses interventions à l'instar du partenariat avec la DER où 105 000 bénéficiaires ont été touchés.

Fabrice Kom Tchuenté, Directeur Exécutif FinAfrique : l'accessibilité des données permet de faciliter le KWC et l'analyse d'un certain nombre de paramètres et de critères de sélection. L'adaptation des banques à la nouvelle passe par de nouveaux core system. Des outils de masse sont nécessaires pour inclure le secteur informel dans la finance comme, par exemple, l'«informal bond» ou le «social bond», un type d'obligation que FinAfrique est entrain de développer en ce moment et qui n'a pas les caractéristiques d'une obligation classique. Ce genre d'instruments associé à des plateformes de souscription mobile (en mobile money) permet d'élargir l'assiette de financement et d'obtenir des taux de moins de 15%.

Dans le même effort de modernisation des moyens de paiement, GIM UEMOA est entrain de promouvoir les cartes sans contact. Reste à adapter le cadre réglementaire avec les réseaux internationaux. A ce niveau aussi, la gestion des données est essentielle. L'enjeu c'est aussi la maîtrise des données de paiement: «Il faut créer

des conditions pour domestiquer les flux tout en garantissant aux populations des moyens de paiement fonctionnant au niveau local et international, à des coûts accessibles. La compensation des transactions en monnaie locale constitue dans ce cadre une réelle avancée permettant la réduction des coûts de transaction à un maximum de 500 FCFA contre 3000 FCFA auparavant.

Khady Boye Hanne, Directeur Général de BGFIBank Sénégal : Les banques doivent obligatoirement s'adapter. La BGFIBank a été l'un des précurseurs de la banque digitale en Afrique avec un modèle d'organisation qui fait que les produits digitaux occupent une place particulière. La digitalisation permet de passer des solutions standards à des services personnalisés pour les clients. Mais la digitalisation des services ne doit pas exclure le contact physique. «Nous avons mis en place le concept de banque digitale en nous basant sur des réseaux tiers et un réseau light. Les clients viendront en agence pour les opérations complexes. Qui dit transformation dit transformation des processus. Certaines fonctions vont devoir évoluer. Cas du responsable clientèle qui aura besoin de nouvelles compétences en informatique.

Résumé des panels

Panel 4 La Bourse en ligne, facteur de l'inclusion financière



Dr Edoh Kossi Amenounvé, Directeur Général de la BRVM : de 2005 à 2010, la réforme des garanties et l'introduction de la notation financière ont constitué des avancées essentielles du marché financier de l'UEMOA. Aujourd'hui, il y a 160 milliards de FCFA levés uniquement sur la base de la notation, sans apport de garantie. La deuxième réforme est la création du marché hypothécaire qui a permis à ce jour de lever 162 milliards de FCFA à travers la caisse de refinancement hypothécaire (CRRH-UEMOA).

Une nouvelle génération de réformes est en cours, venant à s'ajouter à des décisions importantes comme la cotation continue et le fractionnement. Avant le split, le prix moyen de l'action était de 31 000 FCFA pour un SMIG moyen de 28 000 FCFA. Aujourd'hui, des titres sont cotés à moins de 1 000 FCFA permettant de fluidifier les échanges et de développer le marché secondaire. Les volumes ont d'ailleurs explosé avec le fractionnement puisque l'on dénombre plus de 80 millions de titres échanés à la BRVM chaque année.

Dans le processus des réformes, les instruments traditionnels manuels ont été changés. La BRVM a acquis un système lui permettant de router les ordres vers le marché secondaire de manière automatique. D'où la demande faite aux

SGI d'acquérir un système de gestion en ordre leur permettant de les router sur le marché secondaire. La Bourse en ligne devrait faciliter l'accès du marché tout en réduisant les coûts du traitement des ordres par les SGI.

Par le passé, un investisseur devait donner un ordre écrit qui doit être vérifié ensuite de façon manuelle dans le système. Un contrôleur interne devait s'assurer derrière que l'ordre a été reçu.

Avec la Bourse en ligne, l'investisseur peut de son téléphone saisir directement un ordre qui va vers le système. Donc, une exécution plus rapide des ordres et une réduction des coûts pour les SGI qui n'ont plus besoin de toutes ces infrastructures manuelles pour l'exécution et le suivi des ordres.

Adrien Diouf, directeur général de l'Agence UMOA-Titres : nous sommes, en ce qui concerne l'Agence UMOA-Titres, sur un marché profondément transactionnel et OTC. L'approche est différente. Nous croyons à l'existence des intermédiaires. Notre philosophie s'appuie sur ces intermédiaires. Faut-il donner un accès direct à l'investisseur final, particulier ou institutionnel ? Doit-on le laisser soumissionner directement aux adjudications ? La question sera tranchée dans un avenir proche. En attendant, nous croyons au modèle qui a fait notre réussite, à savoir continuer à nous baser sur les intermédiaires.

Pour la Bourse en ligne, nous sommes militants d'un certain degré d'automatisation. Les ordres peuvent être numériques et leur exécution effectuée par une intervention humaine. L'objectif étant de faire en sorte pour rendre les titres accessibles au plus grand nombre.

Marie Odile Sène, Directeur Général de CGF Bourse : la digitalisation totale des ordres de bourse suppose chez les sociétés de bourse beaucoup d'outils à intégrer dans la bourse en ligne. Nous travaillons sur la démocratisation de la Bourse en ligne à travers la mise en place des plateformes permettant aux clients d'avoir beaucoup plus d'accès.

Ababacar S. DIAW, directeur général de Impaxis Securities, abonde dans le même sens. Pour démocratiser l'accès de la Bourse, il faut favoriser certaines classes d'actifs. Il y a une corrélation entre le développement d'un pays et le développement du marché financier. L'industrie bancaire sous Bale 2 et Bale 3 nécessite un effort de recapitalisation. L'essentiel de nos économies est encore dans l'informel.

Reprenant la parole, Dr Amenounvé définit l'inclusion boursière comme la possibilité offerte aux ménages, entreprises d'accéder aux produits financiers correspondants à leurs besoins et à moindre coût.



Il est important, ajoute Adrien Diouf, que que l'investisseur ou l'épargnant puisse accéder à ses fonds dès qu'il en a besoin.

Sur la question de savoir s'il faut ou non désintermédiaire complètement le marché, Marie Odile Sène rappelle que lorsqu'un ordre de bourse est donné c'est l'intermédiaire qui fait le suivi de la transaction jusqu'à son dénouement. «C'est l'intermédiaire qui suit la transaction jusqu'à son dénouement». Au niveau de CGF Bourse, l'application CGF Placement permet au client de faire des dépôts et des retraits. «L'épargne n'a vraiment sa raison d'être que si c'est destiné à la réalisation d'un objectif. Quand on place ses fonds et qu'on reçoit ses revenus, l'on doit pouvoir les replacer au moins au même niveau».

En dépit du contexte de pandémie, l'année 2020 a vu un record de 1 762 milliards de FCFA d'émission sur le compartiment obligataire de la BRVM, rappelle Dr Amenounvé. «Les Etats y ont joué un rôle prépondérant avec 1 400 milliards de FCFA d'émissions, soit 80% du volume levé. La plus grosse émission corporate a été enregistrée cette année avec la Sonatel pour 100 milliards de FCFA. La capitalisation des compartiments actions et obligataires atteint 9 800 milliards de FCFA soit 11% du PIB. La forte augmentation des dividendes des entreprises cotées montre

à tout le moins que le marché reste attractif».

L'année 2021 sera la phase d'accélération. La relance post covid prendra pleinement effet entre le deuxième et le troisième trimestre, précise le directeur général de la BRVM. « les besoins sont là, les plans de relance sont entrain d'être finalisés. Il faut lever les ressources très tôt pour une exécution rapide. « Notre défi est de développer le marché actions post covid ».

Le développement du marché financier par la dynamisation du marché secondaire lequel passe par l'harmonisation fiscale sur les titres, rappelle Marie Odile Sène. Pour aller vers un marché financier unifié, nous avons besoin d'adopter les mêmes règles quelque soit le pays. L'harmonisation, la digitalisation et l'adaptation de la réglementation juridique (signature électronique) donneront un nouvel élan au marché. Dans ce mouvement d'ensemble, les banques sont invitées à jouer le jeu et à faire la promotion de la Bourse. Un changement de mentalité s'impose au sein des banques, estime Adrien Diouf qui appelle à la certification des chargés de compte et des traders de manière massive. D'ailleurs, l'édition 2021 des rencontres du marché des titres publics (REMTP) que l'Agence UMOA organise à Lomé (20 janvier) devait donner le coup d'envoi à un processus de cer-

tification des spécialistes en valeur de Trésor sur leur capacité à faire des transactions pour le compte d'un tiers.

Actuellement, 113 OPCVM sont agréées, ainsi que 30 gestionnaires gérant 700 milliards de FCFA sous gestion. Au départ, ces instruments devaient encourager l'épargne publique. A la longue, les OPCVM se sont orientés vers le plus facile, l'épargne des institutionnels. La décision de certains zinzins à recuter en interne pour gérer leurs placements ramenerait-il les OPCVM à leurs missions de départ ?

Tirant les leçons de la crise sanitaire et économique, Dr Amenounvé estime que les investissements doivent être orientés vers certains secteurs stratégiques, notamment l'éducation et la recherche. L'UEMOA compte 113 millions de personnes dont 70 millions disposant d'un compte électronique et seulement 150 000 de comptes titres contre, par exemple, 40 millions en Chine, ce qui montre tout l'intérêt à associer les opérateurs télécoms dans l'approche globale de la digitalisation et la collecte de l'épargne publique.

Quoiqu'il en soit, l'on assiste avec cette pandémie à une vraie rupture. «Nos Etats se sont rendus compte que le marché intérieur est une véritable alternative», rappelle Adrien Diouf.

Résumé des panels

Panel 5

Perspectives risque pays Afrique en 2021



Les perspectives qui concluent traditionnellement les Financial Afrik Awards étaient particulièrement attendues cette année. Pour Didier Acouetey, président d'Afric Search, le secteur privé africain va encore subir plus durement les effets du Covid-19 en 2021. Deuxième constat, aux yeux de Didier Acouetey, il y a une sorte de relâchement général des comportements dans les principales villes. « Même si le taux de létalité est faible dans la plupart des pays africains, on risque de vivre la crise sanitaire en 2021 avec un peu de retard ». Certes, poursuit-il, les Etats ont mobilisé des ressources sur le marché mais on n'en voit pas suffisamment l'impact sur l'économie réelle. Et d'appeler les Etats à être plus rigoureux dans leurs réponses à la pandémie.

De son côté, Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Coporation, rappelle cette réalité : « nos capacités d'absorber le choc sont limitées ».

Cheikh Tidiane Sakho de Wara estime quant à lui qu'il faut une solution aux PME, qui fournissent 40% du PIB du Sénégal et l'essentiel de l'emploi. « C'est à partir des PME que l'on peut changer la situation ».

Intervenant par Zoom depuis Dubaï, Aurelien Mali de l'agence Moody's, revient sur le thème principal de la rencontre : « Covid-19, catalyseur de la quatrième révolution industrielle ». Mais, également, relève-t-il, la crise de la Covid-19 est aussi un accélérateur de défis. Nous assistons à une augmentation rapide de la dette, une accu-

mulation des déficits, la baisse des revenus des Etats et la faiblesse à l'export. « La situation est difficile pour beaucoup de pays africains ».

Aux yeux de l'analyste de Moody's, l'année 2021 ne devrait pas être trop mauvaise grâce à l'effet de base de 2020. Les panélistes ont mentionné les problèmes du secteur informel mais personne n'a mesuré l'impact de la crise en son sein.

Au niveau mondial, poursuit M. Mali, il y a une réelle incertitude sur la situation globale et la demande de matières premières. En 2020, la reprise rapide de l'Asie a aidé l'Afrique en soutenant la demande sur certaines matières premières. Il y a eu énormément de soutien des pays du continent de la part du Fonds monétaire. Par exemple, 3,4 milliard de dollars ont été accordés au Nigeria, 900 millions à la Côte d'Ivoire en plus du programme des soutiens au budget.

Bref, c'est en 2022 que l'on saura réellement si l'économie africaine a été endommagée, prévient l'analyste de Moody's. Mais d'ores et déjà l'on peut faire un constat : les déficits sont élevés, la capacité à générer des revenus est difficile du fait qu'il n'y a pas de croissance. La question que l'on se pose est la suivante : le point de rupture entre accumulation et soutenabilité de la dette dans un contexte d'économie chancelante pour beaucoup de pays.

En clair, la crise économique née du Covid-19 a engendré un choc à l'export sur les matières premières, les services et le tou-

risme. Les réserves de change ont été affectées. La reprise du tourisme est repoussée jusqu'en 2025 au niveau mondial. Les recettes en devises des pays causent un souci. La durée de convalescence de certains secteurs exportateurs va être longue.

En outre, la crise arrive à un moment où l'accès au marché financier est difficile. La Côte d'Ivoire et l'Egypte l'ont fait récemment. Les pays les plus fragiles auront des difficultés à accéder au marché.

Les soutiens des organisations internationales et des pays bilatéraux qu'on a relevé en 2020 ne seront probablement pas aussi présents en 2021. Les questions de soutenabilité de la dette, l'accès au marché et la soutenabilité macroéconomique seront présentes en 2021. Certes, le Covid-19 accélère les tendances à long terme mais c'est aussi un accélérateur de problèmes. « Sur les 25 pays notés par Moody's en Afrique subsaharienne, 12 sont en perspectives négatives. Après la Zambie qui est entrain de faire défaut, il y aura d'autres qui suivront », prévient Aurelien Mali.

La Zambie avait émis sa dette en 2011. « Après deux chocs, celui de 2015 sur les matières premières et celui de 2020 sur les devises, il y aura beaucoup de pays qui vont se retrouver dans des situations d'insolvabilité. Les échéances arrivent avec des déficits importants et des besoins de financement importants. Des crises sociales à venir. Dans les deux prochaines années, il y a de vraies urgences qui vont faire pression sur les Etats les plus vulnérables ».

Stanislas Zeze ne dit pas le contraire : «le marché financier international a durci ses conditions. La qualité de crédit de beaucoup de pays africains sera affectée». Mais, note le président de Bloomfield, les pays africains doivent saisir l'occasion pour réduire leurs dépendances à la logistique internationale pour vivre et continuer la transformation locale de leurs matières premières. «Changer de paradigme est une question de vie ou de mort. Nous sommes à la croisée des chemins».

Evoquant la résilience du continent notée depuis le début de la pandémie, Didier Acouetey estime qu'il s'agit d'une résilience de survie. «Il y a une distorsion entre le marché et la réalité». Les entreprises au niveau mondial avaient 30 jours de trésorerie pour survivre. Quand il n'y a pas de stimulus majeur, l'entreprise est cliniquement morte. La distorsion entre le marché financier et l'économie réelle est une variante de la crise actuelle, un échec des plans de relance, note M. Acouetey. «Lorsque la banque centrale permet aux banques de se refinancer à des taux plus bas, celles-ci ne financent les entreprises qu'à des taux de



plus de 420 000 ateliers de confection (ANSI). Il y a moyen d'accompagner ces ateliers dans un processus de mise à niveau. Idem pour le secteur agricole où il y a nécessité d'intensifier la transformation agricole. «Construisons nos équipements de protection individuelle. Investissons notre



12% et plus. Le secteur privé continue de souffrir. Il faut qu'on sorte de l'économie de survie. Construire des chaînes de valeur et arriver à sortir de l'informalité de la production».

L'entrée en vigueur de la ZLECA, saluée par tous les intervenants, doit être l'occasion de remettre l'Afrique au centre de la réflexion. Stanislas Zézé préconise une sorte de protectionnisme éducateur permettant de développer le tissu économique local. Monsieur Sakho rappelle que le protectionnisme était en vigueur jusqu'à la mise en place des plans d'ajustements structurels au début des années 80. «Nous devons changer de cap et repartir sur de nouvelles bases. La nécessité de revoir les fondamentaux vers le développement du secteur productif». Rien qu'au Sénégal, l'on dénombre

secteur pharmaceutique. L'enseignement, la santé et la recherche sont des secteurs prioritaires », préconise M. Sakho.

Le secteur privé ne peut pas être une valeur d'ajustement, c'est le pilier du développement, rappelle Didier Acouetey, invitant les Etats à reformer la commande publique en faveur des PME. La distorsion de la concurrence au profit du secteur privé local est nécessaire dans un premier temps. Il faut accompagner les entreprises locales dans la capacitation technique, technologique et financière.

Redonnant sa place à la prospective, Thierry Apotiker, président de Tac Economics, rappelle que l'on ne peut pas s'interroger sur les perspectives 2021 sans s'interroger sur le reste du monde. «L'année 2021 sera bien meilleure que 2020. On aura un rebond ir-

régulier. Le pétrole va passer au dessus de 60 dollars au milieu de l'année prochaine». A côté de la pandémie, poursuit le prospectiviste, il y a la tension stratégique durable entre la Chine et les USA. Le contexte mondial sera nettement plus favorable pour l'Afrique. L'incidence de la pandémie est plus faible en Afrique que dans le reste du monde. «Nous devons voir en 2021 une inflexion des dynamiques commerciales avec l'accélération attendue des flux inter-régionaux».

Thierry Apotiker pronostique sur un profil de reprise économique mondial en «V-Asymétrique», avec des séquences temporelles différentes par pays ou région, une hausse irrégulière des prix des matières premières en plus du pétrole au dessus de 60\$/bl fin 2021.

Même si l'Afrique a bien résisté au choc, il n'empêche que le risque pays a gonflé. Ainsi, rappelle Ali Benahmed, président du jury de Financial Afrik, «l'on assiste à une hausse du pricing des lettres de crédit qui devrait se prolonger en 2021 avec la raréfaction des devises sur les marchés africains».

Les Paradoxes de l'Afrique Face au Covid appellent à la réflexion : une inquiétude majeure au printemps 2020, mais un impact de santé modéré jusqu'à maintenant. Des signes concordants d'un vif rebond de demande, de production et d'exportations, mais un impact plus prononcé sur les comptes publics. Un soutien financier international rapide et substantiel, mais générateur de questions. Un impact de santé relativement modéré et un choc économique modeste par comparaison.

Une reprise économique vigoureuse, mais encore handicapée en 2021 par les contraintes de finances publiques. Des différences de performance toujours aussi fortes entre pays. Les facteurs structurants à moyen et long-terme: démographie, investissement, urbanisation.

Conclusion

•L'année 2021 devrait être celle de la reprise avec le rebond des matières premières, la reprise de la demande asiatique et, au sein du continent, l'accélération des plans de relance orientés vers la transformation locale, la mise à niveau des entreprises dans une perspective régionale et continentale (ZLECA).

•Cette reprise attendue intervient dans un contexte de montée des déficits (budgétaires), d'inflation et de détérioration des conditions d'intervention dans les marchés.

•Les marchés financiers africains ont vu les

banques centrales apporter des liquidités aux banques commerciales. Reste à asseoir une politique inclusive du crédit vers, comme l'on évoqué plusieurs panélistes, les PME, les ménages et le secteur informel à travers des instruments nouveaux comme les informal bonds ou les systèmes de garantie des prêts.

•Tirant les leçons de la situation, les panélistes insistent sur la réduction de la dépendance africaine vis-à-vis de l'extérieur et la mise en place des politiques de développement des secteurs privés locaux pour l'émergence des champions nationaux et régionaux.

•La question de la souveraineté alimentaire mise à mal par la facture des importations alimentaires du continent (50 milliards de dollars par an) a été plusieurs fois évoquée tout au long de la conférence. L'Afrique doit construire des chaînes de production pour les produits et services essentiels.

•L'industrialisation est nécessaire et celle-ci passe comme partout ailleurs par le textile et l'habillement. Actuellement 20% des habits portés dans le monde sont déversés en Afrique et vendus à 200 francs, 500 Francs. La crise de la Covid-19 a montré l'importance de l'économie domestique.

Recommandations

- Orientation des politiques publiques africaines vers la sécurité alimentaire, pharmaceutique et sanitaire.
- Accompagner les PME et leur garantir un meilleur accès à la commande publique.
- Accompagner le secteur privé africain dans l'émergence des champions nationaux dans le cadre de la ZLECA
- Initier un processus de définition d'un cadre réglementaire africain harmonisé pour la constitution, la gestion, le stockage et l'exploitation des Big Data.
- Engager un processus d'adaptation des codes de travail aux réalités du travail à distance, notamment du télétravail.
- Harmoniser le cadre réglementaire du marché financier de l'UEMOA sur les aspects fiscaux notamment.
- Encourager l'inclusion boursière par le développement de la Bourse en ligne en encourageant les SGI à mettre en place les outils nécessaires.
- Encourager les OPCVM à collecter l'épargne populaire négligée en ce moment au profit des institutionnels.
- Associer les opérateurs télécoms dans la mobilisation de l'épargne .

Multimédia

Financial Afrik Awards: Les lauréats de l'édition 2020

https://www.youtube.com/watch?v=pQNRp_9enks&t=296s

Alphonse Nafack Meilleur Banquier d'Afrique Centrale Aux Financial Afrik Awards 3

<https://www.youtube.com/watch?v=cQGlqy7Y264>

Pathé Dione, assureur de l'année

https://www.youtube.com/watch?v=hRVt1_uuB34

La Covid-19 a révélé que l'Afrique pouvait être résiliente et innovante - Reckya Madougou

<https://www.youtube.com/watch?v=BUiHWO6NvW8&t=76s>

Financier de l'année - Marie Odile Sène Kantoussan

<https://www.youtube.com/watch?v=FUCGARp9Uh0>

Sidi Ould Tah - BADEA, Banque de Développement de l'année

<https://www.youtube.com/watch?v=IGt0zEIfIYk>

Remise du prix spécial du leadership - #3FAA

<https://www.youtube.com/watch?v=E7VI5MjNQmI>

Lionel Zinsou - Aider le secteur informel, un casse-tête pour nos économies

https://www.youtube.com/watch?v=S8_l7WqY59Y&t=18s

Le Sénégal atteindra le taux d'électrification de 100% avant 2025 - Moussa Dieye

<https://www.youtube.com/watch?v=BEEdTSPvRA8>

La digitalisation est au cœur de la 2ème réforme du marché primaire - Marie Odile Sène Kantoussan

https://www.youtube.com/watch?v=yYE8y4_t72c&t=184s

L'Agence UMOA-Titres a émis 5000 milliards dans le cadre du programme global des bons Covid-19

https://www.youtube.com/watch?v=rP2w_wfKFjE&t=17s

La Covid-19 a révélé la fragilité de nos systèmes politique, économique et sanitaire

<https://www.youtube.com/watch?v=d9nUfpYG7d8&t=30s>

Les Etats africains ont apporté des réponses insuffisantes aux besoins des économies

<https://www.youtube.com/watch?v=IFHEayNuDKI&t=231s>

